

L'ÉCOLE SELON CONDORCET

Par Jean Douchement *

« On ne pourrait ramener l'ignorance sans rappeler la servitude avec elle », dit Condorcet¹, formule qui suffit à mettre en lumière le lien, si évident et si caché à la fois, entre les deux questions de l'éducation et de la politique.

De l'œuvre de Condorcet, les lois Jules Ferry se sont partiellement inspirées, mais le retour à cette source constituerait une véritable rupture avec les pratiques dominantes au XX^{ème} siècle. Condorcet est l'inventeur de la notion d'*instruction publique*, à laquelle s'oppose celle d'*éducation nationale*, défendue d'abord en son temps par d'autres membres de la Convention ; cette notion est liée chez lui à une conception politique universaliste. En simplifiant, une éducation nationale veut former un citoyen adhérent à une communauté nationale en principe égalitaire et fraternelle, projet qui n'impliquait pas pour tous les conventionnels la valorisation du savoir mais même allait jusqu'à s'opposer à elle sous prétexte de défense de l'égalité. Pour Condorcet, on ne devrait pas pouvoir opposer l'éducation à l'instruction : la république instruit pour que chacun puisse devenir autonome et à terme éducateur de soi-même ; de la même façon, la raison développée dans les individus par l'instruction permet à la démocratie de n'être pas un vain mot, mais une aptitude à prendre conscience des faiblesses institutionnelles de la république afin de pouvoir les corriger.

À cette fin, il convient de définir une instruction minimale commune à tous les citoyens, telle qu'aucun d'eux ne puisse devenir victime d'aucune mystification (religieuse, économique, juridique, politique) : l'école selon Condorcet, c'est la fin des charlatans. Le terme « minimal » ne signifie nul rabais du niveau scolaire, au contraire : il ne s'agit certes pas de faire de tous les citoyens des savants, mais d'élever le niveau des connaissances jusqu'au seuil au-dessus duquel toutes les aliénations et les manipulations deviennent impossibles : pour rendre réelle l'égalité des droits, il faut que « chacun soit assez instruit pour exercer par lui-même, et sans se soumettre aveuglément à la raison d'autrui, ceux dont la loi lui a garanti la jouissance ». Loin de l'idée que l'école républicaine doive s'accommoder d'une médiocrité intellectuelle qui s'accroît avec le nombre des scolarisés, le projet de Condorcet consiste à chercher au contraire comment *optimiser* l'efficacité de l'école, bref faire que ceux qui seront dits citoyens méritent ce nom et soient *réellement* égaux entre eux, sinon en savoir (sauf en savoir minimal commun), du moins en capacité de jugement et en capacité de perfectionnement indéfini. La *république* n'est réellement *démocratique* qu'à cette condition.

Il n'est pas possible d'exposer ici toutes les suites de ces vues : l'école doit offrir à la fois formation initiale et formation permanente : « il faut que la porte du temple de la vérité soit ouverte à tous les âges ». Elle doit inclure une articulation rationnelle de la spécialisation et des connaissances générales. Dire que l'instruction est publique - et non nationale - ce n'est pas dire qu'il ne peut exister d'institution scolaire ou universitaire en dehors de l'école d'État : pas de monopole de l'instruction, mais pas de désengagement de l'État : idée périmée ou d'avant-garde ? Pour garantir cette liberté, il faut une société nationale de financement de l'école, ou tout autre système de bourses équitable et suffisant, *permettant* à toute école d'être gratuite ou accessible à tous, en même temps qu'elle *doit toujours* être laïque. Toute

¹ Sur la nécessité de l'instruction publique (1793).

école est publique, de droit (et d'ailleurs aussi de fait, ou ce n'est pas proprement une école et il n'y a que l'éducation familiale qui soit proprement « privée ») ; sous ces conditions, tout citoyen éclairé peut ouvrir une école. Laïcité enfin : aucune école ne doit enseigner une opinion ou une croyance comme étant une vérité.

On a dit que les idées de Condorcet étaient vieilles ; on dira aujourd'hui qu'elles sont utopiques. Si on veut dire par là que l'on est très en retard sur elles, ou que le monde réel et sa barbarie opposent à leur mise en œuvre des obstacles géants, on a raison : « Les préjugés qui, dans presque tous les pays, sont la seule instruction de la portion la plus nombreuse, ne sont pas l'ouvrage de la nature, mais celui de l'ambition qui, trompant l'ignorante simplicité des *pères*, s'empare du droit de livrer à l'abrutissement et à l'erreur les générations naissantes. Une égalité entière entre les esprits est une chimère ; mais si l'instruction publique est générale, étendue, si elle embrasse l'universalité des connaissances, alors cette inégalité est toute en faveur de l'espèce humaine qui profite des travaux des hommes de génie. Si au contraire cette instruction est nulle, faible, mal dirigée, alors l'inégalité n'existe plus qu'en faveur des *charlatans* de tout genre, qui cherchent à tromper les hommes sur tous leurs intérêts »². Mais on ne peut dire de ces idées qu'elles sont fausses, ni qu'il ne faille pas au moins en trouver les meilleures voies d'approximation possibles.

Quand on regarde ce que sont devenues les sociétés modernes, qu'on suppose si avancées, on peut se prendre à douter : on dira que l'on ne peut par l'école faire de tous les membres de la société des hommes assez instruits pour s'élever à l'autonomie du vrai citoyen. Mais c'est que justement l'école y est en déclin. Si on ne peut faire cela par l'école (formation initiale + formation permanente), on ne le fera par aucun autre moyen. Et si ce n'est là qu'un idéal, il doit être un but permanent et non un horizon auquel on préfère tourner le dos, en préférant penser que la bêtise humaine est invincible mais bonne à exploiter. Il y aura certes toujours de l'imbécillité, de la superstition, de l'ignorance et ce qui va avec ; mais moins il y en aura, plus la démocratie et la justice avanceront.

La république n'exclut pas l'élitisme, mais elle ne confond pas élite et oligarchie. Jaurès, dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*, dit : « Mais quoi ? [...] Condorcet va-t-il appeler, par une démagogique flatterie, toute la foule humaine ? Dira-t-il que tous les hommes peuvent atteindre un niveau assez élevé d'intelligence et de raison [...] ? Non, c'est une élite qui créera le progrès, mais une élite toujours plus vaste »³.

Si maintenant on demande quelle est la forme politique la plus adéquate à ces ambitions, c'est-à-dire quel est le meilleur régime compatible avec ou requis par elles, on se trouve renvoyé aux grandes références de philosophie politique, depuis Platon, et à la question de ce qu'est la « république ». Condorcet a eu, très consciemment, par ce qu'il appelle une « nouvelle forme d'instruction », le projet de « porter la philosophie dans la politique, ou plutôt de les confondre ». Il n'a pas formé le projet d'étendre à l'ensemble des citoyens l'éducation que Platon réservait aux gardiens de sa République pour autant, mais bien de faire tomber la barrière qui dans la construction platonicienne sépare les gardiens de ceux qu'ils

² *Sur la nécessité de l'instruction publique* (1793). Nous soulignons.

³ Aussi, quand d'aucuns disent, comme Luc Ferry, qu'il faut choisir entre élitisme républicain et lutte contre la fracture scolaire, le disciple de Condorcet ne peut dire que non : il n'y a pas à choisir. Ou plutôt si certaines urgences forcent à choisir, par exemple à chercher à remédier à la violence à l'école, c'est d'abord qu'on a trop longtemps « ignoré » des réalités connues, c'est ensuite que ces réalités *et leur ignorance* résultent elles-mêmes de choix ou d'abandons politiques en face de la barbarie moderne. Ensuite, c'est moins d'élitisme qu'il s'agit, même républicain, que de communication entre les élites et les membres du corps social.

gardent, à qui est réservée une éducation par le mythe ; il a voulu adapter aux temps modernes le modèle antique, mais en l'imitant il innove et même s'y oppose ; il élargit à tous ce que les Anciens ne pensaient possible que pour certains.

Dira-t-on que les Lumières forment un héritage dépassé ou ambigu ? Mais l'optimisme des Lumières est peut-être aussi prophétique, et ce qui peut être admis en droit (chacun doit pouvoir accéder au savoir toute sa vie et devenir son propre éducateur), peut devenir un jour une opportunité de fait des sociétés humaines. Whitehead par exemple, qui pense que les idées mettent beaucoup de temps à faire leur chemin (« ... Le niveau actuel d'expérience humaine moyenne fut, en un temps, exceptionnel parmi les ancêtres du genre humain »), et à s'imposer dans la vie réelle, ne l'aurait peut-être pas nié.

Février 2012

** Professeur agrégé de Philosophie*